

SA CORTIX

Exercice clos le : 31 Décembre 2010

PARC ACTIVITE NEIL ARMSTRONG 2
19 AVENUE NEIL ARMSTRONG

33700 MERIGNAC

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

	31/12/2010			31/12/2009
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	1 651 244	1 034 494	616 749	803 218
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	335 507	198 991	136 516	185 619
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	115 663	105 687	9 976	50 343
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	200		200	200
Prêts				
Autres immobilisations financières	283 972	13 230	270 742	91 243
	2 386 585	1 352 403	1 034 183	1 130 623
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				2 021
Avances et acomptes versés sur commandes				2 021
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	4 309 690	588 475	3 721 215	3 755 482
Autres créances	2 925 246	2 025 244	900 002	2 651 574
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	1 388		1 388	887 030
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	193 468		193 468	400 963
Charges constatées d'avance (3)	402 695		402 695	204 452
	7 832 487	2 613 719	5 218 768	7 901 520
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif	35 588		35 588	68 188
TOTAL GENERAL	10 254 661	3 966 122	6 288 539	9 100 331
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	31/12/2010	31/12/2009
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 305 701)	305 701	303 177
Primes d'émission, de fusion, d'apport	4 903 521	4 906 045
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	29 431	29 431
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	-13 892 001	630 749
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-4 119 664	-14 522 750
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	-12 773 012	-8 653 349
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 008 341	1 514 504
Provisions pour charges	6 286	56 358
	2 014 627	1 570 862
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	7 355 684	7 383 827
Emprunts et dettes financières (3)	283 691	378 193
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 210 038	2 878 939
Dettes fiscales et sociales	4 193 421	4 310 242
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	365 724	618 651
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	495 276	542 825
	16 903 835	16 112 677
Ecarts de conversion Passif	143 089	70 141
TOTAL GENERAL	6 288 539	9 100 331
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 768 975	3 767 884
(1) Dont à moins d'un an (a)	15 134 861	12 344 794
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	150 000	168 593
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2010			31/12/2009
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	13 754 823	782 000	14 536 823	22 518 660
Chiffre d'affaires net	13 754 823	782 000	14 536 823	22 518 660
Production stockée			137 630	343 649
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation			2 463	98
Reprises sur provisions et transfert de charges			1 644 199	2 324 572
Autres produits			9 943	29 749
			16 331 059	25 216 728
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements			100 979	180 415
Variation de stocks				5 577
Autres achats et charges externes (a)			9 537 416	17 232 630
Impôts, taxes et versements assimilés			261 396	482 892
Salaires et traitements			4 428 936	9 502 954
Charges sociales			1 649 652	3 285 137
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			374 559	701 180
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 008 380	3 503 333
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			61 970	246 508
Autres charges			1 475 410	3 798 468
			18 898 697	38 939 094
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 567 638	-13 722 366
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)			7	495 018
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			121 166	72
Autres intérêts et produits assimilés (3)			24	237 737
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges			43 463	6 501
Différences positives de change			1 552	105 408
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			2 679	23 160
			168 890	867 897
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			40 367	147 893
Intérêts et charges assimilées (4)			95 960	534 499
Différences négatives de change			28 680	2 890
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			165 007	685 283
RESULTAT FINANCIER			3 883	182 614
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-2 563 755	-13 539 752

COMPTES DE RESULTAT (Suite)

	31/12/2010	31/12/2009
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	24 981	124 807
Sur opérations en capital	500	302
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		93 347
	25 481	218 457
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	144 992	239 870
Sur opérations en capital	6 911	32 051
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 429 487	1 273 766
	1 581 390	1 545 687
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 555 909	-1 327 230
Participation des salariés aux résultats		- 344 232
Impôts sur les bénéfices		
Total des produits	16 525 430	26 303 081
Total des charges	20 645 094	40 825 831
BENEFICE OU PERTE	-4 119 664	-14 522 750
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	342 979	474 342
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.	4 073	3 561
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	2 948	3 445
(3) Dont produits concernant les entités liées		726 534
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

(Article R. 123-195 et R. 123-196 du Code de Commerce)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2010 dont le total est de 6 288 538,88 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : -4 119 664,02 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2010 au 31/12/2010.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

EFFECTIF MOYEN

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	33	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés	21	
Ouvriers		
VRP Commerciaux	60	
Total	115	0

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	En fin d'exercice	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exercice	En fin d'exercice
ACTIONS ORDINAIRES	0,10000	0,10000	3 031 765	25 241		3 057 006

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Faits caractéristiques de l'exercice

Compte tenu du contexte économique difficile dans lequel CORTIX SA (ci-après la "Société") évolue depuis l'exercice 2009, CORTIX SA a procédé au cours de l'exercice à l'arrêt de l'activité de ses filiales commerciales à l'étranger à l'exception de CORTIX TUNISIE et CORTIX ESPAGNE.

Contexte d'arrêt des comptes - Maintien du principe de continuité d'exploitation

En raison des difficultés financières rencontrées par la Société depuis l'exercice 2009, Le Tribunal de Commerce de Bordeaux a ouvert, le 3 Mars 2010, une procédure de sauvegarde à l'égard de la Société, ayant pour conséquence l'ouverture d'une période d'observation de six mois (soit jusqu'au 3 Septembre 2010) et le gel des créances dont le fait générateur était antérieur à la date d'ouverture de la procédure.

L'ouverture de cette procédure a eu également pour conséquence la suspension du cours de l'action de la Société sur le marché Alternext. Par jugement du Tribunal de Commerce de Bordeaux en date du 28 Juillet 2010, la période d'observation a été renouvelée pour une période supplémentaire de 6 mois, soit jusqu'au 3 Mars 2011, ce afin de permettre l'élaboration d'un plan de sauvegarde.

Le Tribunal de Commerce de Bordeaux, par décision en date du 2 Mars 2011, a prolongé exceptionnellement la période d'observation de la Société jusqu'au 3 Septembre 2011, dans l'attente du dépôt d'un plan de sauvegarde.

A la demande de l'Administrateur judiciaire et sous l'égide de la Médiation Nationale du Crédit aux entreprises, la Société CORTIX est parvenue à un accord avec ses créanciers (établissements bancaires et financiers) qui acceptent d'abandonner partiellement leurs créances à hauteur de 60% en contrepartie du paiement du solde de leur créance à hauteur de 40% et d'une homologation du plan de sauvegarde par le Tribunal de commerce de BORDEAUX.

Cet accord est toutefois subordonné à l'entrée d'un investisseur au capital de la société 2H, actionnaire majoritaire de CORTIX SA afin que la société 2H souscrive à une augmentation de capital de la société CORTIX SA à concurrence de 2.000.000€. Cette augmentation de capital ne se réalisant qu'à condition que le Jugement d'homologation du plan de sauvegarde de CORTIX SA par le Tribunal de Commerce de Bordeaux soit définitif et insusceptible de recours.

Dans le cadre du plan de sauvegarde, la Société CORTIX a présenté un plan de redressement qui prévoit un retour de la rentabilité et profitabilité de la Société à moyen terme.

Compte tenu des incidences positives sur la structure financière de CORTIX SA de l'accord susvisé et de la nouvelle offre commerciale mise en place par CORTIX à compter du premier semestre de l'exercice 2011, les comptes de la société CORTIX SA au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2010 ont été établis dans le respect du principe de continuité d'exploitation.

Principes Comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions de la loi du 30 Avril 1983 et de son décret d'application du 29 Novembre 1983 et les Règlements comptables N°2000-06, 2002-10 et 2004-06 relatifs respectivement aux passifs, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode

des coûts historiques.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Modalités de reconnaissance du revenu

Les modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires dans toutes les sociétés de distribution sont identiques à celles de l'exercice précédent et obéissent aux règles suivantes :

- reconnaissance d'une partie du revenu après la mise en ligne du site, sur la base de 70% de la valeur du contrat dans le cas où ce dernier est financé par Cortix et sur la base de la facture de cession au leaser lorsque le contrat est porté en financement, sachant que ces derniers financent 90% de la valeur du contrat. Cette partie permet de couvrir les coûts de conception, de commercialisation, de production et de référencement assurés dans les quelques semaines suivant la signature du contrat
- le solde de la valeur du contrat est reconnu linéairement sur la durée du contrat (actuellement 60 mois) au fur et à mesure que sont encaissées les redevances mensuelles versées par les clients, soit à Cortix, soit au leaser. Cette partie permet de couvrir les coûts de maintenance, d'hébergement et de hot line. Concernant le revenu de maintenance perçu des leasers, ce dernier est facturé mensuellement sur la base des fichiers de maintenance transmis par ces derniers le mois suivant. Il est donc reconnu avec un mois de décalage par rapport aux paiements reçus des clients finaux mais compte tenu des faibles montants unitaires en jeu (10%), ce décalage n'est pas considéré comme matériel sur l'exercice:
- Lorsque qu'un contrat client cédé au leaser fait l'objet d'un impayé dès la première mensualité, ce dernier est refacturé à Cortix sur la base de la facture de cession initiale. Ces non commencements d'exécution sont comptabilisés en moins du chiffre d'affaires et font l'objet d'une provision mensuelle sur base statistique prenant en compte les effets retard dans la transmission de l'information par le leaser

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées de :

- Logiciels : évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur 1 à 3 ans
- Logiciels propres : Il s'agit de logiciels développés par Cortix pour son utilisation interne, permettant d'asseoir ses projets de développement.

Les durées d'amortissement pour dépréciation des logiciels et des logiciels loués site internet sont respectivement de 1 à 5 ans et de 3 à 4 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- | | |
|-------------------------------------|------------|
| - Installations et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériel de bureau / informatique | 3 à 10 ans |
| - Matériel de transport d'occasion | 1 an |
| - Mobilier de bureau | 10 ans |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Comme indiqué dans le paragraphe "Faits marquants de l'exercice" ci-dessus, les filiales étrangères de commercialisation sont en procédures de liquidation. L'ensemble des titres et comptes courants relatifs à ces filiales dans les comptes au 31 décembre 2010 ont été intégralement dépréciés.

À la clôture de l'exercice 2010, certaines filiales étrangères sont en procédure de liquidation.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La provision pour créances douteuses est calculée selon les règles suivantes :

- dès le quatrième impayé, une dotation pour créances douteuses est constituée à concurrence de 60% de la valeur totale de la créance, y compris la partie facture à établir correspondant au 70% de la valeur du contrat. La provision évolue ensuite mensuellement pour atteindre 100% au bout du neuvième mois si tant est que le compte ne soit pas régularisé dans l'intervalle suite aux actions de recouvrement menée par la cellule tunisienne ou des prestataires externes spécialisés ;
- Prenant en compte l'évolution de la sinistralité, cette méthode accélère le rythme des dotations tel qu'il était pratiqué au cours de l'exercice précédent (pour mémoire 25% à compter du 4ème impayé et 100% au bout d'un an). En contrepartie, la provision pour risque de 5% des factures à établir qui était sensée prendre en compte la sinistralité future a été reprise de façon à ne pas double compter l'appréhension de ce risque dans les comptes.

Capital

Au 31 décembre 2010, le capital social se compose de 3 057 006 actions d'une valeur nominale de 0,1€. Le capital a été augmenté au cours de l'exercice de 2 524.10€ par attribution gratuite d'actions décidée par les assemblées du 4 janvier 2008 et 31 janvier 2008.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

Compte tenu de l'âge moyen des salariés et de la rotation du personnel, les engagements de retraite et prestations assimilées est considéré comme non significatif.

Droits individuels à la Formation

Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis ouverts au titre du DIF s'élève à 3 845 Heures.

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour tenir compte de risques financiers sur les contrats. Ces provisions sont déterminées sur la base d'un inventaire des contentieux en cours, ainsi que d'une analyse du taux de risque historique d'une issue défavorable et du coût correspondant pour la société. De plus, la société réalise une analyse du risque de rachat de contrats clients auprès des leasers et constitue une provision sur la base d'un historique des risques de rachat par leaser.

CORTIX SA a cédé dans le cadre d'opérations de cession-bail des contrats afférents à des sites développés pour des clients de ses filiales étrangères. Au cours de l'exercice 2010, certaines de ces filiales ont fait l'objet d'une décision de liquidation judiciaire (cf. § "Faits marquants de l'exercice"), en particulier la filiale suisse. CORTIX SA a obtenu au cours du premier semestre 2011, le droit du mandataire liquidateur suisse de se substituer à lui pour reprendre contact avec les

clients et essayer d'obtenir le règlement des arriérés et des loyers courants sur les sites actifs de cette filiale au seul profit de CORTIX SA. Dans ce contexte, la société CORTIX SA, a engagé une démarche afin de collecter les loyers issus des contrats actifs de la filiale Suisse. Compte tenu de l'expérience acquise sur d'autres structures dans un contexte similaire (cas de Cortix Italie en particulier), la Société a identifié un risque qu'une part des charges de loyer futur de cession-bail ne soient pas couverts par les recettes issues de cette démarche. La société a ainsi comptabilisé une provision pour risques et charges de 290 K€ (soit 30% du montant des loyers futurs dûs aux organismes financiers, après prise en compte de la remise de dette acceptée postérieurement à la clôture par les organismes financiers dans le cadre du plan de redressement et décrit au paragraphe "contexte d'arrêté des comptes - maintien du principe de continuité d'exploitation").

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

Rémunérations des dirigeants et des commissaires aux comptes

Ces informations ont été portées sur l'annexe des comptes consolidés du Groupe CORTIX.

Comparabilité des comptes

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 avaient une durée de 18 mois. L'exercice clos le 31 décembre 2010 est un exercice de 12 mois.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagements de crédit-bail mobilier	595 K€
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	
Autres engagements donnés :	
Cession bail des sites clients	2 885 K€
Nantissement du fond de commerce sur prêt	3 543K€
Nantissement du fond de commerce sur ligne de crédit	715K€
Total (1)	

(1) Dont concernant :

- les dirigeants
- les filiales
- les participations
- les autres entreprises liées

Dont engagements assortis de sûretés réelles

Engagements reçus	Montant
Cession bail des sites clients par les filiales	2 069K€
Total (2)	

(2) Dont concernant :

- les dirigeants
- les filiales
- les participations
- les autres entreprises liées

Dont engagements assortis de sûretés réelles

Engagements réciproques	Montant
Caution solidaire de la société 2H TECHNOLOGIES sur ligne de crédit	4 498K€
Caution solidaire de la société 2H TECHNOLOGIES sur prêt	2 601K€
Total	

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

		Dettes garanties
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		2 601K€
Emprunts et dettes divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
	Total	

**IDENTITE DES SOCIETES MERES
CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE**

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Dénomination sociale	Forme	Au capital de	Ayant son siège social à
2H TECHNOLOGIE	SARL	7 650,00	19 av.Neil Armstrong 33700 MERIGN

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS				
1 - Filiales (plus de 50% du capital détenu)				
CORTIX IBERICA 9-11 AV.CORTS CATALANES 08173 SAN CUGAT DES VALLES	3 006,00	820 527,00	99,000	307 567,01
CORTIX BELGIUM 92 AV Reine Astrid 1310 LA HULPE	18 550,00	- 59 567,00	99,730	28 664,00
CORTIX SWITZERLAND 10 Ch des Aulx 1228 PLAN-LES-OUATES	13 102,00	13 907,00	95,000	735 316,00
CORTIX TUNISIE Rue du Lac d'Annecy 1053 TUNIS	5 295,00	39 341,00	99,950	13 530,20
CORTIX ALLEMAGNE Schatzbogen 81829 MUNCHEN	25 000,00	- 288 922,00	99,000	15 800,00
CORTIX NEDERLAND Junostraat 6 2516BR Den Haag	18 000,00	- 79 693,00	99,990	9 619,00
CORTIX ITALIE VIA TIZIANO N°27 20139 MILANO	10 000,00	10 847,00	99,990	847,00
CORTIX GRANDE BRETAGNE Unit 4B - GATWIK HOUSE HORLEY-SURREY-RH6 9ST	11 736,00	- 277 980,00	99,990	46 133,00
CORTIX IRELAND 212 Blanchardstown Corp Park BALLYCOOLIN DUBLIN 15	10 000,00	23 051,00	99,990	26 619,91
2 - Participations (de 10 à 50% du capital détenu)				
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS				
1 - Filiales non reprises en A :				
a) françaises				
b) étrangères				
Cortix Tunisie Cortix Iberica				
2 - Participations non reprises en A :				
a) françaises				

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
b) étrangères				

IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement	Total I			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	1 662 982,16		139 708,36
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers		110 563,14		
Matériel de transport		1 044,00		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		354 698,88		7 285,20
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	Total III	466 306,02		7 285,20
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		115 663,19		
Autres titres immobilisés		200,00		
Prêts et autres immobilisations financières		105 627,88		1 886 724,48
	Total IV	221 491,07		1 886 724,48
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		2 350 779,25		2 033 718,04

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
		Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	(I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)		151 446,89	1 651 243,63	
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements, aménag. constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers			6 797,00	103 766,14	
Matériel de transport				1 044,00	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			131 287,42	230 696,66	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	Total III		138 084,42	335 506,80	
Immobilisations financières					
Participations évaluées par mise en équivalence				115 663,19	
Autres participations				200,00	
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			1 708 380,52	283 971,84	
	Total IV		1 708 380,52	399 835,03	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			1 997 911,83	2 386 585,46	

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Total I				
Total II	859 763,80	326 177,49	151 446,89	1 034 494,40
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers	29 095,07	19 338,04	2 344,31	46 088,80
Matériel de transport	1 044,00			1 044,00
Matériel de bureau et informatique, mobilier	250 547,58	32 096,56	130 785,81	151 858,33
Emballages récupérables et divers				
Total III	280 686,65	51 434,60	133 130,12	198 991,13
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 140 450,45	377 612,09	284 577,01	1 233 485,53

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIR							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortisse- ment fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortisse- ment fiscal exceptionnel	
Immo. incorporelles							
Frais d'établisse- ment							
Aut. immo. incorp.							
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gén., agenc. amén. const.							
Inst. techn., mat. outil. indus.							
Inst. gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. et divers							
Total III							
Frais acq. titres part.							
TOT. GEN. (I+II+III+IV)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net début d'ex.	Augmen- -tations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	762 550,00	97 835,33	27 640,00	832 745,33
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	68 187,59		42 308,14	25 879,45
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges	740 124,00	465 950,69	50 072,00	1 156 002,69
Total II	1 570 861,59	563 786,02	120 020,14	2 014 627,47
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	65 320,61	40 366,58		105 687,19
Sur autres immobilisations financières	14 385,01		1 155,01	13 230,00
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	1 213 756,07	780 619,90	1 405 901,09	588 474,88
Autres dépréciations	885 067,43	1 140 177,05		2 025 244,48
Total III	2 178 529,12	1 961 163,53	1 407 056,10	2 732 636,55
TOTAL GENERAL (I + II + III)	3 749 390,71	2 524 949,55	1 527 076,24	4 747 264,02
<i>Dont dotations et reprises :</i>				
- d'exploitation		1 070 349,86	1 483 613,09	
- financières		40 366,58	43 463,15	
- exceptionnelles		1 429 487,19		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
		283 971,84	195 808,23	88 163,61
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
		824 904,04	824 904,04	
		3 484 785,86	3 484 785,86	
		16 684,98	16 684,98	
		27 219,22	27 219,22	
		23 750,00	23 750,00	
		558 985,80	558 985,80	
		2 269 197,03	2 269 197,03	
		29 408,99	29 408,99	
		402 695,30	402 695,30	
	Total	7 921 603,06	7 833 439,45	88 163,61

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
		150 000,00	150 000,00		
		7 205 684,02	5 730 403,95	1 475 280,07	
		4 210 037,88	4 210 037,88		
		312 293,79	312 293,79		
		2 813 758,97	2 813 758,97		
		767 293,17	767 293,17		
		300 075,23	300 075,23		
		283 691,47	283 691,47		
		365 724,49	365 724,49		
		495 276,19	201 581,71	293 694,48	
	Total	16 903 835,21	15 134 860,66	1 768 974,55	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

12 078,82

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2010	31/12/2009
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	399 093,11	437 464,21
Autres créances	55 454,22	88 710,39
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	454 547,33	526 174,60

CHARGES A PAYER

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2010	31/12/2009
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 966,70
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	512 757,76	939 012,31
Dettes fiscales et sociales	707 111,36	642 729,72
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	26 966,84	42 787,65
Total	1 246 835,96	1 626 496,38

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2010	31/12/2009
Produits d'exploitation	495 276,19	542 825,23
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	495 276,19	542 825,23

Charges constatées d'avance	31/12/2010	31/12/2009
Charges d'exploitation	402 695,30	204 451,70
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	402 695,30	204 451,70

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

	31/12/2010	31/12/2009
Sur opérations de gestion		
67120000 PENALITES DE RETARD	6 058,69	23 011,84
67121000 PENALITES DE RETARD DED		34,37
67180000 CHARGES EXCEP/OP GESTION	50 002,89	187 448,57
67183000 CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR PERSONN	85 982,20	12 903,87
67200000 CHARGES EXPLOIT./EXER.ANT	2 947,90	16 471,50
Total	144 991,68	239 870,15
Sur opérations en capital		
67510000 VNC IMMO INCORP CE		27 440,30
67520000 VNC IMMO CORP CEDES	6 911,46	4 610,29
Total	6 911,46	32 050,59
Dotations aux amortissements et provisions		
68750000 DOT.PROV.RISQ.& CHARG.EXC	1 429 487,19	590 000,00
68752000 PROV POUR RISQUE RACH		683 766,00
Total	1 429 487,19	1 273 766,00
TOTAL GENERAL	1 581 390,33	1 545 686,74

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

		31/12/2010	31/12/2009
Sur opérations de gestion			
77140000	NCE RECOUVREES SUR L'E		21 602,28
77150000	PRODUITS EXCEPTIONNE	80,88	328,99
77160000	PROD.EXCEPT./OPER.GESTION	162,62	3 367,62
77180000	PROD.EXCEPT./OPER.GESTION	20 665,04	93 606,09
77183000	PROD EXEPTIONNEL S/ PE		2 341,51
77190000	PRODUITS EXCEPT S/ EXO ANTERIEURS	2 496,57	2 560,88
77240000	NCE DES EXERCICES ANTE	1 576,01	1 000,00
	Total	24 981,12	124 807,37
Sur opérations en capital			
77520000	PRODUITS CESSION IMMO. CORP.	500,00	302,40
	Total	500,00	302,40
Reprises sur provisions, transferts de charges			
78750000	REPR./PROV.RISQ.CHARG.EXC		93 347,00
	Total		93 347,00
TOTAL GENERAL		25 481,12	218 456,77